



HAL
open science

De la Franska Skolan au Lycée français Saint-Louis : un siècle de présence scolaire et culturelle française en Suède (années 1860–1960)

Antoine Vermauw

► To cite this version:

Antoine Vermauw. De la Franska Skolan au Lycée français Saint-Louis : un siècle de présence scolaire et culturelle française en Suède (années 1860–1960). *Nordic Journal of Francophone Studies/Revue nordique des études francophones*, 2023, 6 (1), pp.72-90. 10.16993/rnef.110 . hal-04313549

HAL Id: hal-04313549

<https://hal.science/hal-04313549>

Submitted on 29 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



De la *Franska Skolan* au Lycée français Saint-Louis : un siècle de présence scolaire et culturelle française en Suède (années 1860–1960)

ARTICLE DE
RECHERCHE

ANTOINE VERMAUWT 



STOCKHOLM
UNIVERSITY PRESS

RÉSUMÉ

En 1862 est fondée l'École française de Stockholm, *Franska Skolan*, de laquelle est issu, en 1943, le Cours français Saint-Louis, ancêtre de l'actuel Lycée français. De la veille de la guerre franco-prussienne jusqu'à la construction européenne, l'édification de ces deux institutions scolaires, l'une suédoise à visage français, l'autre française et suivant les programmes français, s'est heurtée à de nombreux défis. La *Franska Skolan* aura été tour à tour le miroir d'intenses rivalités franco-allemandes tout autant que de la division profonde et douloureuse de la France pendant la Seconde Guerre mondiale. Bénéficiant du soutien sans faille de la municipalité de Stockholm comme du gouvernement suédois dans un esprit sinon francophile, du moins européen, elle ne cesse de devoir lutter pour sauvegarder un très précaire équilibre financier. L'émergence du Cours français en son sein, entre 1943 et 1950, signale quant à elle l'importance décisive de la médiation diplomatique – donc de l'État – dans l'action scolaire et culturelle française à l'étranger. L'histoire de ces deux institutions permet enfin de retracer celle des relations bilatérales franco-suédoises et des positions contrastées de la langue et de la culture française dans une Suède précocement acquise à la langue anglaise.

ABSTRACT

In 1862, the French School of Stockholm, also known as *Franska Skolan*, was founded. From this school, the « Cours français Saint-Louis » emerged in 1943, which eventually became the predecessor of the current French Lycée. From the time before the Franco-Prussian War to the period of European integration, building these two schools, one with a blend of Swedish and French influence, the other purely following French programs, faced many challenges. *Franska Skolan* went through phases where it reflected intense rivalries between France and Germany and witnessed the deep and painful divisions within France during World War II. It received consistent support from the Stockholm municipality and the Swedish government, guided by a spirit that was at least European, if not entirely French-loving, but always struggled to maintain a delicate financial balance. The emergence of the « Cours français » within it, between 1943 and 1950, highlighted the vital role of diplomatic mediation in French educational and cultural efforts abroad. Ultimately, the history of these two institutions helps us trace the relationship between France and Sweden, and the differing roles of the French language and culture in a Sweden that embraced English relatively early.

CORRESPONDING AUTHOR: Antoine Vermauwet

Université de Lyon, laboratoire
ECP (Éducation, Cultures,
Politiques), FR

antoine.vermauwet@univ-
lyon2.fr

MOTS-CLÉS:

Diplomatie culturelle française;
Relations bilatérales franco-
suédoises; *Franska Skolan*;
Lycée français Saint-Louis de
Stockholm; Direction Générale
des Relations Culturelles

KEYWORDS:

French cultural diplomacy;
Franco-Swedish bilateral
relations; *Franska Skolan*;
French Lycée Saint-Louis of
Stockholm; General Directorate
of Cultural Relations

TO CITE THIS ARTICLE:

Vermauwet, A. (2023). De
la *Franska Skolan* au Lycée
français Saint-Louis : un
siècle de présence scolaire
et culturelle française en
Suède (années 1860–1960).
*Nordic Journal of Francophone
Studies/Revue nordique des
études francophones*, 6(1),
pp. 72–90. DOI: [https://doi.
org/10.16993/rnef.110](https://doi.org/10.16993/rnef.110)

En avril 2000, le président de la République française Jacques Chirac, alors en voyage officiel en Suède, fait une visite au Lycée français de Stockholm. Fondé progressivement à partir de 1943, c'est un jeune lycée, à le comparer à ceux de Rome (1903), de Madrid (1913), et de tant d'autres capitales européennes.

Une quarantaine d'années plus tôt, en décembre 1957, Albert Camus, le tout nouveau récipiendaire du prix Nobel de littérature, se rend dans les locaux d'une autre école, beaucoup plus ancienne, la *Franska Skolan* (École française), dont la fondation par une congrégation catholique remonte au début des années 1860.

Voilà donc deux visites marquantes – inscrites dans un véritable rituel de visites officielles pour les récipiendaires du prix Nobel en particulier – pour deux établissements scolaires apparentés dont l'histoire, méconnue, dépasse pourtant largement les seuls enjeux éducatifs.

Il s'agit pour nous ici, en plus que de retracer le passé scolaire de ces deux institutions, françaises de forme ou d'esprit, de nous inscrire dans une histoire des relations bilatérales franco-suédoises, dans une histoire de l'enseignement français à l'étranger, et plus généralement, de la diplomatie culturelle, dont François Chaubet fait de la France l'inventrice à la fin du XIX^e siècle (Chaubet, 2013). Nous chercherons à déterminer quels ont été les différents facteurs, les divers acteurs de cette présence scolaire française en Suède, les points de convergence, enfin les dissemblances entre ces deux institutions.

Notre corpus, composé de sources religieuses et diplomatiques, est constitué du fonds des Archives royales de Suède sur la *Franska Skolan*, fonds sur lequel s'était déjà en partie appuyé le journaliste et romancier Lennart Jarnhammar, dans un ouvrage concis et précis au titre éponyme, publié à l'occasion de la célébration des 140 ans de l'école (2002). Nous avons aussi fait fond sur les travaux de l'historienne du catholicisme Yvonne Maria Werner, essentiels pour saisir les enjeux et limites de l'action des Sœurs de Saint-Joseph au Danemark et en Suède jusqu'aux années 1930.

L'histoire des premiers temps du Lycée français de Stockholm nous est quant à elle principalement renseignée par les Archives diplomatiques françaises, et particulièrement par plusieurs fonds d'archives conservés à La Courneuve.¹ Nous suivrons un plan chronologique, débutant en 1862 avec la fondation de la *Franska Skolan* et nous arrêtant à la fin des années 1960 au moment où le Lycée français, fils de la *Franska Skolan*, s'en dissocie toujours plus.

Au travers de la confrontation des sources, c'est tout un pan de l'histoire politique et militaire de la France qui, de façon inattendue, surgit : opposition des jésuites allemands de Stockholm à la *Franska Skolan* catholique en 1870, arrivée de réfugiés de guerre entre 1914 et 1918, graves antagonismes entre un évêque bavarois et l'école dans les années 1920-1930, menaces permanentes sur son existence et tensions avec la légation de France, alors vichyste, entre 1940 et 1944, enfin, écho de la crise de Suez, de la décolonisation et de la construction européenne dans les années 1950 et 1960. On le voit, les enjeux scolaires de la présence française en Suède sont et ont toujours été très étroitement liés à de puissants enjeux culturels, politiques et diplomatiques.

1862-ANNÉES 1920 : L'ÉTABLISSEMENT D'UNE ÉCOLE « FRANÇAISE » EN SUÈDE, LA *FRANSKA SKOLAN*

Rien n'est moins évident que l'établissement d'une école catholique à profil français dans la Suède luthérienne du XIX^e siècle. Surtout, rien ne l'annonce. Le problème n'est certes pas tant la France – la Suède est passablement francophile – que le catholicisme. À la différence du Danemark où la Constitution de 1849 la garantit, la liberté religieuse n'y existe pas. En ce sens, plus encore que le Danemark, la Suède est terre de mission pour les ordres catholiques. Le règne de Gustave III (1772-1792) opère un premier tournant. Un édit de tolérance est promulgué en janvier 1781. Il permet la fondation en 1784 à Stockholm d'une paroisse catholique, composée à majorité de Français et d'Allemands. Et c'est pour scolariser leurs enfants qu'un premier embryon d'école voit le jour en 1801 au sein de la paroisse. Associée bientôt à la *S:ta Eugeniakyrka* inaugurée en 1837 à Norrmalm, cette école paroissiale est dirigée à partir de 1839 par Caroline de Bogen et bénéficie du soutien tant financier que moral de la reine Joséphine

de Leuchtenberg, femme du roi Oskar I^{er} (1844–1859). Caroline de Bogen prend bientôt la tête d'une congrégation catholique, les Filles de Marie (*Mariadöttrarna*), qui s'installe à Stockholm en 1851. À partir de cette date, l'école paroissiale est donc sous la direction des Filles de Marie.

Néanmoins, d'année en année, la charge de travail de Caroline de Bogen ne laisse pas d'augmenter. Aussi bien conçoit-elle d'en déléguer la direction, et c'est dans ce contexte qu'elle se met à la recherche de congrégations féminines susceptibles d'accepter la relève. Elle se tourne vers l'ordre de Saint-Joseph de Chambéry. Cet ordre, fondé en 1812, est issu de la congrégation des Sœurs de Saint-Joseph créée au Puy-en-Velay en 1650, au lendemain de la guerre de Trente Ans, par le père jésuite Jean-Pierre Médaille. Il s'agit d'une congrégation enseignante et hospitalière, dont l'expansion est contemporaine de la Restauration. Dans les années 1850, sous la direction de sa révérende Marie-Félicité, à la tête de la congrégation de 1843–1885, l'ordre cherche à s'implanter dans le Nord scandinave. Il semble que Marie-Félicité elle-même ait eu une origine nordique (Werner, 2002 : 74). En 1856, les Sœurs de Saint-Joseph de Chambéry s'installent à Copenhague : c'est au Danemark, donc, que débute la mission scandinave des Sœurs de Saint-Joseph de Chambéry, avant de se poursuivre en Suède (1862) et en Norvège (1865). C'est également – selon la terminologie de l'ordre – dans sa « province » du Danemark que l'ordre poursuit en Scandinavie une expansion rapide et qui n'a rien de comparable à la modestie de la province Norvège-Suède (les deux pays étant politiquement liés jusqu'en 1905).

Dans ce contexte, Marie-Félicité consent à envoyer une Sœur à Stockholm – qui n'est autre que sa nièce – dans le but de « prendre la direction d'une école de jeunes filles catholiques ». ² Cette nièce y est nourrie et logée grâce à l'appui financier de Mary de Champs, une riche veuve anglaise convertie au catholicisme et qui aspirait à être admise dans la congrégation.

En apparence, les Sœurs de Saint-Joseph de Chambéry arrivent dans une Suède dont le paysage religieux, recomposé, est aussi de plus en plus ouvert. D'une part, une loi de 1860 rend la conversion au catholicisme possible de la part des Suédois. D'autre part, on l'a vu, la congrégation des « Filles de Marie » (*Mariadöttrarna*) est déjà implantée à Stockholm depuis 1851 et y dirige une école jusqu'en 1892. Dans les années 1860 pénètrent aussi à Stockholm, concomitamment à la congrégation féminine de Chambéry, la congrégation allemande des Sœurs de Sainte Élisabeth ainsi que des clercs barnabites (Werner, 2010 : 4–5). Pourtant, les embûches à l'apostolat sont multiples. À la veille de partir pour sa mission dans un pays dont elle ignore jusqu'à la langue, Sœur Anne de Jésus – née Florentine Modelon – rend visite à Paris à l'abbé Voisin dans le but d'obtenir de sa part sinon des conseils, du moins sa bénédiction. Or, les mots que lui adresse le directeur du Séminaire des missions étrangères sont pour le moins éloquentes. Ils témoignent des immenses défis qui se posent alors pour les religieuses de l'Ordre :

« Ah ! pauvre enfant, lui dit-il, si vous allez en Suède, je vous plains !... et dans ce cas, ce n'est pas une seule bénédiction que je vous donne, mais bien deux et de grand cœur, car vous en aurez besoin. Dites bien à votre supérieure que quand j'aurais des milliers de prêtres, je n'en donnerais pas un pour la Suède !... j'aimerais mieux les voir partir pour le Tong-King !... » (Roullier, 1957 : 4) ³

Aussi les sources de l'Ordre de Saint-Joseph de Chambéry décrivent-elles l'abnégation, le dévouement, « la ferveur des saints » (*Ibid.* : 11), bref l'exemplarité de Sœur Anne de Jésus qui, choisie entre toutes pour ses vertus morales, prend la route de Stockholm, où elle arrive dans la soirée du 27 avril 1862. Héroïsée, ou, pour le dire plus justement, quasiment sanctifiée par les sources religieuses qui frisent à son sujet l'hagiographie, Florentine Modelon entre au service de la *flickskola* (une école privée de filles, qui accueille cependant quelques garçons durant les premières années de son existence) de l'école paroissiale que dirige Caroline de Bogen. Mais les relations entre les deux femmes se dégradent immédiatement (Jarnhammar, 2002 : 19) L'historiographie attribue une triple explication à cette dégradation spectaculaire, qui semble témoigner tant d'un conflit de génération entre les deux femmes, que d'une appartenance concurrente de Caroline de Bogen et de Florentine Modelon à deux congrégations féminines différentes – les Filles de Marie d'une part, les Sœurs de Saint-Joseph de Chambéry d'autre part – et d'une méprise totale sur le rôle à jouer en Suède par les Sœurs de ce dernier ordre (Werner, 2002 : 61–63). De fait, Caroline de Bogen assigne à Florentine Modelon des tâches essentiellement domestiques dans l'édifice scolaire, là où elle pensait être venue en Suède

pour prendre la direction de l'école (Roullier, 1957 : 16). Dans ces conditions, la séparation est inévitable. Une semaine à peine s'est écoulée quand Florentine Modelon s'éloigne à dessein de Caroline de Bogen et entreprend de travailler pour l'orphelinat de garçons dépendant de la paroisse : tâche, on le voit, bien éloignée une fois encore de la mission pour laquelle elle a été envoyée en Suède.

Mais il y a plus : depuis plusieurs années, les diplomates français et allemands faisaient pression pour qu'une nouvelle école catholique fût fondée. La *Franska Skolan* répondait bien « à la demande du corps diplomatique français de Stockholm ». ⁴ Un document manuscrit attribué à Jeanne Roullier (en religion Sœur Joséphine de Saint Augustin) et Julienne Goddard (Sœur Marie Caroline), deux Sœurs actives à l'École durant l'entre-deux-guerres, la première comme directrice, la seconde comme collaboratrice la plus étroite de Jeanne Roullier, va dans le même sens, précisant qu'elle fut créée « à la demande de quelques diplomates français à Stockholm désolés de n'y trouver aucun établissement scolaire pour leurs enfants » (Goddard, s. d.). C'est donc un concours de circonstances très particulier qui permet l'ouverture de l'école congréganiste. Trois facteurs sont décisifs : il y a tout d'abord une paroisse, dont l'activité enseignante a pris de l'ampleur et qui requiert l'aide d'une congrégation enseignante française, à quoi s'ajoute le retournement de Caroline de Bogen qui précipite, sur fond d'attente diplomatique plusieurs fois exprimée, la fondation d'une nouvelle école dans la paroisse de Stockholm. Il y a donc une double origine religieuse et diplomatique à la fondation de la *Franska Skolan* : l'école répond à un besoin diplomatique évident, mais elle permet aussi à l'Ordre de Saint-Joseph de Chambéry de poursuivre son implantation dans une Scandinavie luthérienne réputée hostile au catholicisme. Plusieurs documents soulignent en effet la continuité historique qui existe entre les Sœurs et l'apostolat de Saint-Anschaire, au IX^e siècle : les religieuses de l'Ordre de Saint-Joseph de Chambéry se sentent investies d'une mission débutée plus d'un millénaire auparavant par le moine de Corbie (Roullier, 1957). Et en 1928, les catholiques de Suède célèbrent en grande pompe le millénaire de son apostolat. Jeanne Roullier est frappée à cette occasion par la présence massive de religieux allemands (Roullier, 1957 : 31).

Finalement, la *Franska Skolan* est fondée le 1^{er} octobre 1862. Trois femmes, l'une française, l'autre suédoise, la dernière anglaise, sont à l'origine de cette création : Florentine Modelon, âgée d'un peu plus de 30 ans, Jenny Müller, une jeune femme suédoise de 18 ans aspirant au noviciat, qui a fait à l'église la rencontre de la première, après avoir passé avec sa mère près de quatre années de sa vie en exil à Paris en raison de la conversion au catholicisme en 1858 de plusieurs membres de sa famille, et enfin Mary de Champs, qui met à disposition des deux femmes le bâtiment qu'elle possède à Kammakargatan 36 : c'est le premier local de l'école. Une école qui prend quelques années plus tard le nom de *Franska Skolan*.

L'école fondée par Florentine Modelon et Jenny Müller se distingue assez vite de l'école de Caroline de Bogen. Initialement prévue pour scolariser les enfants pauvres, sa composition sociale se révèle d'emblée plus large et les enfants de la bourgeoisie stockholmoise ne tardent pas à intégrer à leur tour l'école : on compte parmi les premiers élèves des jeunes orphelines, mais aussi les deux enfants du consul de France. L'un de ces enfants, Napoléon Eugène Thiébaud, embrasse plus tard la carrière diplomatique et devient, entre 1910 et 1918, ministre de France en Suède. Mais de quel type d'école s'agit-il ? Il s'agit en premier lieu d'une école privée de jeunes filles – bien qu'elle accueille quelques garçons durant les premières années de son existence. D'une école catholique ensuite, rattachée spirituellement à l'Ordre de Saint-Joseph de Chambéry, établie en Suède, et qui, en raison de la fondation et de la direction française de l'école, présente par la langue et la culture un profil, une identité française. Elle est, si l'on veut, une école suédoise à visage français. Rien en revanche qui ne corresponde, au sens strict, à une école française qui suivrait les programmes d'enseignement français dans une forme de continuité extraterritoriale avec la France métropolitaine. ⁵ Suivant les programmes suédois, l'école congréganiste a en revanche fait du français la première langue obligatoire. Nous verrons toutefois que pour ne pas être tout à fait française en dépit de son nom, elle n'en a pas moins bénéficié très tôt d'une forme de reconnaissance, juridique et financière, de la part du gouvernement français. De fait, tout laïque qu'il se veut, l'État français n'a jamais cessé de faire montre d'une certaine « bienveillance » (Balous, 1970 : 69), et de soutenir financièrement les établissements confessionnels ayant un intérêt pour le rayonnement local du français (Dulphy, 2003 : 353).

Pour financer les activités de l'école, c'est le principe de la progressivité des frais de scolarité qui est adopté. En ce sens, la *Franska Skolan* ressemble à d'autres écoles fondées à la même époque et partage en particulier plusieurs points communs avec celles de l'Alliance israélite universelle (AIU), dont la création remonte à 1860 (Bigart : 1911). Dans les écoles de l'Alliance israélite autant qu'à la *Franska Skolan*, l'adaptation des frais d'écolage se fait en fonction des ressources familiales. Un autre aspect rapproche la *Franska Skolan* des écoles de l'Alliance : sa dimension profondément interconfessionnelle. De fait, ouverte à toutes les confessions et principalement fréquentée par des élèves protestants, elle apparaît rapidement moins comme une institution scolaire catholique – bien que la messe y soit célébrée par les élèves catholiques dans une chapelle attenante – que comme un instrument au service d'un certain œcuménisme. C'est pourquoi les enfants catholiques et les enfants protestants reçoivent, séparément, un enseignement religieux conforme à leur foi.

La Suède de 1862, cette Suède dans laquelle est fondée la *Franska Skolan* est une Suède qui, depuis une ou deux décennies, connaît de profondes transformations et un bouleversement de ses structures politiques, sociales, économiques et scolaires. Dans tous les domaines, les réformes se succèdent. En 1842 est instituée la *folkskola*, c'est-à-dire une école primaire, publique et mixte. Elle parachève les débats qui animent depuis les années 1820–1830 les cercles politiques et intellectuels suédois sur le rôle de l'État dans l'éducation. Elle renforce l'armature scolaire du pays, contribuant à la densification du maillage scolaire : le principe fondamental est celui d'au moins une école fixe par paroisse (Richardson, 2010 : 44–88). Le pays effectue dans le même temps sa percée industrielle : la première ligne de chemin de fer à vapeur vient d'être inaugurée (1856). L'urbanisation est galopante. Les paysages urbains de Stockholm sont rapidement métamorphosés, bien qu'une forte ruralité imprègne encore le Stockholm de la seconde moitié du XIX^e siècle. Commercialement parlant, la France est l'un des trois ou quatre grands débouchés de la Suède, qui signe avec le pays un accord de libre-échange en 1865, un an après avoir instauré la liberté du commerce et de l'industrie (*näringsfrihet*). En 1866, le bicaméralisme est instauré. Il remplace l'ancien système parlementaire, reposant sur une division en quatre ordres.

Si la *Franska Skolan* reçoit pour la première fois, en 1868, une subvention de la France du Second Empire, les premières décennies de l'école sont caractérisées par d'importantes difficultés financières, sinon morales.

Si le catholicisme est toléré, c'est dans l'humilité. Il est sans cesse invité à la plus grande discrétion. Aussi n'est-il pas possible à Florentine Modelon – à la différence de ses consœurs françaises au Danemark – de porter l'habit religieux en Suède : il lui est nécessaire de revêtir le vêtement séculier, et cette nécessité est vécue comme une meurtrissure (Werner, 2002 : 63). Sa chevelure rasée de religieuse, ordinairement masquée par la coiffe, lui impose en Suède le port d'une perruque. L'école des Sœurs de Saint-Joseph de Chambéry subit de surcroît la concurrence de l'école des Filles de Marie. Si bien que, lorsque Sœur Anne de Jésus décède le 13 avril 1870 à l'âge de 45 ans, la situation de la *Franska Skolan* apparaît singulièrement mauvaise : « Après sa mort, l'École périclita et eut à se débattre en de nombreuses difficultés financières et autres. » (Goddard, s. d.)

La défaite militaire française de 1870–1871 face à la Prusse n'arrange rien. Future directrice de l'école, Jeanne Roullier a relaté dans un document manuscrit les moqueries proférées par les jésuites allemands de Suède au lendemain de cette défaite. À cela s'ajoute la mort en 1885 de Marie-Félicité, Supérieure des Sœurs de Saint-Joseph, à laquelle succède, à Chambéry, une religieuse russe, « ennemi héréditaire de la Suède » (Goddard, s. d. : 2), et donc un désintérêt de la maison mère de Chambéry pour la petite école suédoise. Bref, en un mot, le climat au sein du Vicariat Apostolique est éminemment hostile,⁶ et aucun secours n'est à rechercher auprès de Chambéry.

Ces difficultés n'empêchent toutefois pas le nombre des élèves de croître peu à peu (on en compte plus de 20 dès la fin de l'année 1862), avec quelques reculs lors des périodes de crise économique. Pour adapter ses locaux à cette pression démographique interne, l'école doit déménager à plusieurs reprises, à Drottninggatan d'abord en 1870, puis en 1911. À cette date, deux bâtiments sont acquis à Döbelnsgatan 7 et 9. Car en dépit de toutes les difficultés internes de l'école, son succès est réel. Très vite, sa réputation n'est plus à faire. L'école acquiert dès la fin du XIX^e siècle une renommée certaine grâce à la qualité de son enseignement, notamment

dans les langues (suédois, français, allemand, anglais). Parallèlement, les Sœurs poursuivent leur implantation en Suède et s'établissent dans les années 1870 à Göteborg où elles dirigent une école de jeunes filles (*flickskola*) de 1873 à 1938, (Figure n°1) ainsi qu'à Gävle dans le golfe de Botnie entre 1883 et 1888 (Werner, 2002 : 87).

Localisation	Année de création d'une école par les Sœurs de Saint-Joseph
Stockholm (Suède)	1862
Christiania (Norvège)	1865
Göteborg (Suède)	1873
Trondheim (Norvège)	1881
Gävle (Suède)	1883

Figure n°1 Tableau chronologique des créations scolaires des Sœurs de Saint-Joseph dans leur province de Norvège et de Suède (1862-1883).

Pour être réel, le succès de la *Franska Skolan* de Stockholm dissimule mal en revanche les difficultés internes et externes que rencontre l'école. En 1889 déjà, plusieurs articles de presse ont accusé de prosélytisme catholique la *Franska Skolan* et l'école des Filles de Marie (Werner, 2002 : 167). En 1895, la co-fondatrice de la *Franska Skolan*, Jenny Müller (Thérèse de Saint-Augustin), en prend la direction. Succédant à M^{me} Gallioz (Sœur Marie de l'Immaculée Conception), M^{me} Amoudruz (Sœur Isabelle) et M^{me} Louise Maître (Sœur Louise des Anges), elle trouve « l'œuvre dans un pitoyable état financier, économique, matériel » (Goddard, s. d.). L'école ne compte plus que 46 élèves, mais continue d'attirer les enfants de certaines élites politiques de l'époque, dont la fille de Hjalmar Branting, Sonja.

Pendant la Grande Guerre, l'école devient un refuge pour ceux qui fuient l'Europe continentale. Mais les premières défaites de la France au commencement du conflit retournent bien vite l'opinion en faveur de l'Allemagne. Les Sœurs, françaises, éprouvent une lassitude, un écœurement immense. L'écho de la guerre est tel que la directrice, Jenny Müller, placarde dans les salles de classe des affiches portant défense, aux élèves comme à leurs enseignantes, de parler de la guerre (Roullier, 1957 : 13).

UN ENTRE-DEUX-GUERRES ORAGEUX : STOCKHOLM, MIROIR DES RIVALITÉS FRANCO-ALLEMANDES

Les années d'après-guerre se caractérisent par la croissance de la propagande allemande en Suède. L'Association suéco-allemande en est le fer de lance. Trois lettres successives sont envoyées par le Ministre de France en Suède, Armand Bernard, au Ministère des Affaires Étrangères (11 novembre 1922), au président du Conseil Raymond Poincaré (13 février 1924), et de nouveau à son ministère de tutelle (7 octobre 1925). Les trois lettres font écho aux conférences à venir de hauts gradés allemands et s'inquiètent chacune de l'inertie de la France qui, elle aussi, devrait d'après le Ministre de France envoyer pareils conférenciers.⁷

Ainsi, on le voit, la Suède devient le théâtre d'une véritable guerre d'influence franco-allemande. À ce titre, la *Franska Skolan* est l'un des champs de bataille de cette guerre. Un événement va mettre le feu aux poudres. C'est la nomination en avril 1923 comme nouveau Vicaire Apostolique d'un Munichois, M^{gr} Johannes Müller – malgré l'homonymie, aucun lien familial n'existe avec Jenny Müller – à la tête du Vicariat Apostolique de Stockholm. Elle entraîne, à l'intérieur même du milieu catholique de Stockholm, un cycle de tensions, parfois extrêmes, menaçant directement à plusieurs reprises la direction de l'école :

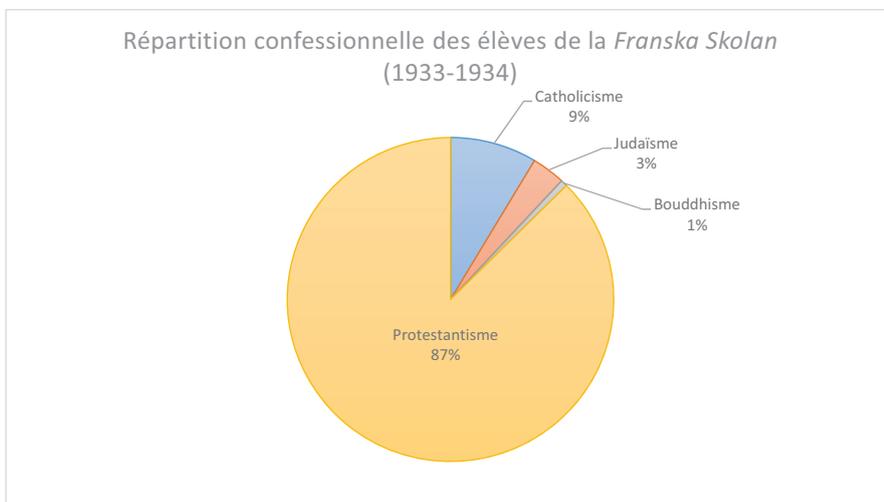
« Charge bien lourde, qu'allégeait, quelque peu, le modique don annuel de la Propagation de la Foi... obtenu, à grand peine, du Centre de l'Œuvre à Lyon et qui, en 1923, fut capté, au passage, par l'évêque allemand M^{gr} Müller, nouvellement arrivé. [...] L'École déconsidérée, non seulement par certains clans haineux et fanatiques luthériens, l'était surtout par l'influence allemande hypnotisant société et armée. » (Roullier, 1957 : 8)

L'évêque ambitionnait surtout de renforcer le caractère catholique de l'école, exigeant d'ailleurs que les Sœurs portent l'habit religieux, à l'instar des Sœurs de Göteborg (Werner, 2002 : 150, 172). Ce faisant, il semble que Johannes Müller court-circuitait la hiérarchie traditionnelle et outrepassait ses droits puisque les congrégations féminines étaient en théorie directement soumises non aux évêques locaux, mais à l'autorité de Rome et, secondairement,

de la Supérieure générale de la congrégation (Werner, 2002 : 39–40). Aussi l'exigence est-elle refusée par Jenny Müller, qui décède le 7 novembre 1924. Les funérailles ont lieu cinq jours plus tard en présence du ministre de France. L'année suivante, c'est Jeanne Roullier, Savoyarde, native d'Albertville en 1872 et fille d'un industriel de la ville, titulaire depuis 1890 du Brevet élémentaire pour l'enseignement primaire,⁸ professeure de français à l'école même depuis 1895, qui lui succède. Jeanne Roullier dirige l'école de 1925 à 1945. La succession a été difficile et les autorités suédoises comme les autorités françaises ont poussé à la nomination de Jeanne Roullier (Werner, 2002 : 153). Or, la nouvelle directrice n'a pas de mots assez durs pour caractériser l'évêque. Quoiqu'ils partagent la même foi, tout oppose en effet la Sœur française de l'évêque allemand : « Son premier geste fut, contre son droit, de s'ingérer dans l'économie de la maison, d'exiger la remise des livres de comptabilité, le versement d'une importante somme et de lever un impôt sur chaque élève. » (Roullier, 1957 : 14)

Johannes Müller essuie une nouvelle série de refus. La conséquence en est que le Vicariat Apostolique cesse d'attribuer tout financement à la *Franska Skolan*. Présenté comme un « Hitlérien avant la lettre » (*Ibid.* : 14), Johannes Müller, chef des catholiques de Suède, reproche en particulier à l'école son opacité financière, ainsi, semble-t-il, que son trop grand œcuménisme – l'école accueillant une majorité d'élèves protestants (figure n°2). Müller en aurait exigé le renvoi, sans succès (*Ibid.* : 17).

Figure n°2 Une école de fondation et de direction catholique principalement fréquentée par des familles protestantes.



D'année en année, le climat devient plus lourd. Mais de l'extérieur, rien ou presque de ce climat ne transpire jusqu'au début des années 1930. À Rome en revanche, la papauté n'ignore rien des querelles qui opposent les religieuses de la *Franska Skolan* non seulement à l'évêque Müller, mais à la maison mère de Chambéry même. En 1929, Jeanne Roullier obtient une audience privée du souverain pontife Pie XI, qui lui explique savoir la situation dans laquelle se trouve l'École et lui apporte sa bénédiction (*Ibid.* : 33).

Plus ou moins ouvert, le conflit atteint dans les années 1930 un degré d'hostilité sans pareil. En mai 1933, M^{me} Revil (Marie du Sacré-Cœur) reçoit la visite à Chambéry de l'évêque Müller et partage son point de vue : M^{me} Roullier doit être remplacée pour donner à la *Franska Skolan* une identité catholique beaucoup plus affirmée. Il faut dire que la *Franska Skolan* était assurément la moins visiblement catholique de toutes les écoles scandinaves des Sœurs, ce qui s'explique par la plus grande fermeté des lois suédoises. L'invisibilisation du caractère catholique de l'école était en fait le gage même de sa survie : dans le cas contraire, l'école aurait assurément perdu une grande partie de sa clientèle protestante, autrement dit l'écrasante majorité de ses élèves, c'est-à-dire aussi de ses revenus. Il était donc dans l'intérêt vital de l'école de mettre en avant son origine géographique, son profil français, l'affirmant jusqu'en son nom même de *Franska Skolan*.

Depuis 1927, l'école organise des voyages scolaires, longs parfois de plus d'un mois, qui correspondent avant tout à une découverte de la géographie catholique de la France, et, parfois, des pays avoisinants, dont l'Italie et Rome en 1933. Or, en juin 1933, le voyage romain de la *Franska Skolan* vire au cauchemar. À Rome même, le point culminant du voyage est atteint quand les élèves sont reçues par le pape. Le lendemain, M^{me} Roullier décide d'écourter le voyage romain pour éviter une rencontre prévue avec Mussolini dans les jardins de Frascati :

« Épouvantée à la pensée que ce personnage, alors à l'apogée de sa gloire, effacerait la vision de beauté et de paix, émanée de l'illustre Pontife et plus encore... d'autres dangers, j'acceptai l'invitation, puis la déclinai, le lendemain, prétextant un ordre de retour immédiat. Un jour de moins à Rome, les enfants étaient navrées !... mais vite, consolées à la frontière, où délivrées des fascistes qui nous avaient protégées jusque-là, elles jubilaient de se retrouver « chez nous », disaient-elles, en France !... C'était trop beau !... » (*Ibid.* : 38–39)

La joie n'est que de courte durée. C'est lors de la fin du voyage, alors que les Sœurs accompagnées de leurs élèves font étape à Chambéry, qu'éclate l'orage. M^{me} Roullier et sa collaboratrice M^{me} Goddard sont informées par la Supérieure générale de la congrégation, M^{me} Revil, qu'elles ne peuvent plus fouler le sol suédois. Séparées de leurs élèves, sommées de rester à Chambéry, Jeanne Roullier et Isabelle Goddard en restent hébétées. Trois jours plus tard, les élèves rentrent à Stockholm en train, avec la remplaçante de M^{me} Roullier, M^{me} Berlioz, Sœur elle aussi :

« Ce que fut ce retour ?... Les journaux suédois l'ont largement conté !... Révolte à Paris... à Anvers !... Explosion d'indignation à l'arrivée des élèves à Stockholm !... Quant à nous deux, la mort dans l'âme, nous rentrons, à la Maison Mère, où la Croix nous attendait. » (*Ibid.* : 41)

Au sein du gouvernement de Per Albin Hansson, le ministre suédois de l'Instruction publique et des Cultes, Arthur Engberg (1932–1936, puis de nouveau en 1936–1939), visiblement très agacé de la situation, écrit à Jeanne Roullier, toujours à Chambéry : « Si vous ne revenez pas, d'accord avec le Roi, je raye d'un coup de plume toutes les prérogatives accordées au Clergé et aux Catholiques qui n'ont plus qu'à disparaître. » (*Ibid.* : 44)

Fin juillet 1933, Chambéry informe cependant les deux femmes qu'elles ont la permission de retourner à Stockholm. Retournement de situation. Deux interventions ont été décisives. La première est celle du ministre de France en Suède, Édouard Gaussen (1929–1934), qui œuvre dans le sens d'un retour des religieuses à Stockholm. On rappellera que la fille d'Édouard Gaussen était scolarisée à la *Franska Skolan* (Werner, 2002 : 159). La seconde, surtout, est celle d'Arthur Engberg, ministre francophile, et « énergique sauveur de l'École » selon les mots de Jeanne Roullier (Goddard, s. d.). Engberg apporte de fait un précieux soutien à l'école, en fustigeant l'attitude et les paroles de Johannes Müller et en prenant directement contact avec le ministère français de l'Éducation Nationale pour obtenir une médiation favorable au retour des deux femmes à Stockholm. Cette prise de contact entre Engberg et son homologue français est fondamentale, dans la mesure où le ministère de l'Éducation Nationale n'offre d'autre choix à Chambéry que d'ordonner le retour à Stockholm de la directrice et de sa collaboratrice. Chambéry se plie à la volonté du ministère. Les deux femmes peuvent monter dans un avion qui les conduit directement à Malmö, et, de là, s'en reviennent à Stockholm en août 1933, à quelques jours de la rentrée scolaire. À leur retour, elles découvrent que la presse suédoise de tous bords a pris fait et cause pour le parti de la *Franska Skolan*. De fait, pour un grand nombre de Suédois de l'époque, Johannes Müller semble incarner la menace d'une propagande catholique susceptible de contrarier la foi luthérienne.⁹ En d'autres termes, là où Jeanne Roullier ou Arthur Engberg voient surgir en Müller l'Allemagne nazie,¹⁰ l'essentiel de la presse suédoise y voit planer l'ombre de Rome et du pape : il est pour ceux-là la signature du nationalisme, et pour celle-ci celle du papisme. Quant à Müller, il se défendait énergiquement de défendre une cause nationaliste, et rappelait au besoin qu'il était devenu citoyen suédois en 1930 (Werner, 2002 : 161).

Provisoirement suspendu, le conflit n'est pas éteint. Le sort des deux femmes reste très incertain. Dans ces conditions, le retour d'août 1933, tout à la fois dramatique et triomphal, est marqué par une entrevue très violente à Stockholm entre Johannes Müller et Jeanne Roullier, au terme de laquelle Müller ne prononce ni plus ni moins que l'excommunication de M^{me} Roullier (excommunication finalement levée en décembre 1933). Le maintien dans ses fonctions de Jeanne Roullier provoque de surcroît la démission de plusieurs religieuses de la *Franska Skolan*, sans doute désireuses de montrer leur fidélité à Chambéry.

Jamais sans doute l'école ne fut plus près de fermer qu'à l'approche de la rentrée 1933. Roullier évoque une « agonie » (Roullier, 1957 : 52), avec la perspective d'une rentrée sans élèves. Étonnamment cependant, toutes les élèves sont présentes. Mais les tensions restent

fortes jusqu'au printemps 1934, quand M^{me} Roullier est finalement avisée par sa Supérieure générale à Chambéry, M^{me} Revil, après une énième médiation de la part du ministère français de l'Éducation Nationale, qu'elle est définitivement maintenue dans ses fonctions.¹¹

Finalement, que retenir de cet épisode ? Ce que révèlent ces difficultés internes, tout à fait spectaculaires, c'est la division en chapelles, les profonds antagonismes des catholiques de Suède à cette époque. La congrégation des Sœurs de Chambéry n'apparaît pas moins divisée elle-même, comme en témoigne l'attitude de la Supérieure générale, favorable aux intérêts de l'évêque allemand de Stockholm aux dépens de ceux de ses religieuses. L'intervention d'Engberg en faveur de la *Franska Skolan* traduit, elle, associée à d'autres événements qui ont lieu à la même époque, la solidité des positions françaises en Suède durant les années 1930. Depuis 1885 existent en effet dans les universités de Lund et d'Uppsala – et bientôt, de Göteborg – des lecteurs français particulièrement bien lotis, recevant un traitement intégral de la part de la Suède. En 1921, un lecteur suédois débute à son tour à la Sorbonne. Dans les années 1930, on assiste à une intensification de la coopération franco-suédoise, dans le domaine culturel particulièrement. Ces années correspondent à un élan pour l'action culturelle française en Suède, et, en ce sens, nous le verrons, les années 1930 marquent une expansion qui contraste singulièrement avec la peur d'une rétractation culturelle qui caractérise l'ambassade de France en Suède entre les années 1946-1950. C'est à l'aune de ce contexte, associé à la réforme Engberg de 1933 faisant du français une langue d'enseignement obligatoire, à l'accord franco-suédois relatif aux relations scientifiques, littéraires et scolaires (1936), et à l'inauguration de l'Institut français sous le patronage de l'université de Paris (1937), qu'il faut lire l'appui d'Engberg aux intérêts français. Il est également possible qu'en promouvant le français, Engberg ambitionnait de faire contrepoids à l'influence allemande en Suède.¹²

ANNÉES 1940-ANNÉES 1950 : NAISSANCE ET PREMIERS TEMPS DU « COURS FRANÇAIS »

La Seconde Guerre mondiale apporte de nouvelles difficultés à l'École. Comment la *Franska Skolan* traverse-t-elle cette période, marquée en France par le gouvernement de Vichy ? Quelle a été l'attitude de la légation française en Suède vis-à-vis du maréchal Pétain ? Ces questions n'intéressent pas que l'historien : elles sont directement posées par les milieux gaullistes à partir de 1944, dans le contexte de l'épuration. Les documents à notre disposition mettent en évidence la complexité de la situation.

Tout d'abord, à l'instar de ce qui a été mené pendant la Grande Guerre, un secours aux évadés est organisé par la *Franska Skolan*, qui reçoit de la part de l'administration financière de la municipalité de Stockholm des locaux pour les accueillir. En interne, la *Franska Skolan* connaît une importante mutation, avec la création en 1943 d'un « cours privé français », ayant le français pour langue d'enseignement et suivant les programmes français. Jusqu'alors, l'École était divisée en deux sections : d'une part, une section suédoise suivant les programmes suédois, ayant le suédois pour langue d'enseignement, mais avec une part importante pour l'enseignement du français ; d'autre part, une section française avec le français pour langue d'enseignement, destinée aux enfants français et étrangers mais ne suivant pas encore les programmes français. Il semble que le Cours français, créé à titre d'abord expérimental, ait visé à être, de par sa langue et ses programmes, une véritable « école française » en Suède. L'idée n'était pas tout à fait nouvelle. Elle peut sans doute être attribuée à Arthur Engberg qui, en 1937, avait déjà suggéré la fondation d'un établissement intégralement français à Stockholm, suggestion rejetée par le gouvernement français qui avait créé, à la place, un Institut français.¹³

La création intervient donc en 1943, à une époque où coexistent en Suède deux légations françaises : une légation vichyste et une légation gaulliste, représentée par le comte de Vaux Saint-Cyr (1941-1945), qui a rompu fin 1942 avec Vichy et rallié de Gaulle au début de l'année 1943. La directrice de l'école, M^{me} Roullier, est accusée d'avoir scolarisé les enfants du ministre de France vichyste et de son entourage :

« Cette activité et surtout la reconnaissance de nos pauvres compatriotes irritèrent le Baron de Vaux St Cyr, Ministre de Vichy... puis !... de Gaulle !... après s'être assuré, toutefois, auprès du Ministre des Affaires Étrangères que ses honoraires n'y perdraient rien !... et pour punir l'École d'avoir, parmi ses élèves, les enfants du nouveau Ministre de Vichy, il nous supprima la subvention annuelle de la France. » (Roullier, 1957 : 84)

Dans une lettre adressée au Ministre des Affaires Étrangères Georges Bidault le 5 mars 1945, M. de Vaux Saint Cyr, précise pour sa part que M^{me} Roullier a touché une subvention – que n'évoque pas la Sœur – équivalente à 20 000 couronnes suédoises de la part de Vichy : « et c'est même ce qui m'a fait lui retirer la subvention qui lui avait été accordée par le C.F.L.N. »¹⁴

Il explique que le cours a été créé pour les enfants de la « colonie » française de Stockholm,¹⁵ et non pour les seuls enfants des fonctionnaires vichystes. Il semble donc défendre M^{me} Roullier sur ce point. Il poursuit :

« J'estime que si Mademoiselle Roullier a eu des torts très réels et que nous n'avons pas toujours eu à nous louer d'elle, l'intérêt bien compris de notre propagande doit nous faire oublier ces regrettables incidents. L'École française de Stockholm, la seule française en Suède, doit à la personnalité de sa directrice de jouer un rôle de premier plan parmi les établissements d'enseignement de la capitale. »

Il plaide donc, de ce fait, pour le maintien de Jeanne Roullier dans ses fonctions. À en croire cette lettre, Jeanne Roullier se serait donc compromise en partie avec les autorités de Vichy, moins par la création du Cours lui-même, que par la subvention qu'elle aurait reçue en 1944. Un autre document abonde dans ce sens. Il s'agit d'un document dont l'auteur est difficilement identifiable, signé « Hoffmann », dénonçant « une attitude des plus ambiguës » de Jeanne Roullier, « se proclamant la première gaulliste de Stockholm et émargeant au budget de Vichy, semble-t-il à titre personnel (19.000 kr touchées entre janvier et mai 1944 en deux versements dont les photographies de reçus sont entre les mains de la Délégation). »¹⁶

Néanmoins, la situation est beaucoup plus complexe, comme l'éclairent d'autres documents diplomatiques. Dans un rapport sans auteur conservé dans les Archives diplomatiques françaises,¹⁷ sans doute composé en 1945 et semblant suivre de quelques mois le remplacement de M. de Vaux Saint-Cyr, ce n'est pas le rôle de Madame Roullier, mais celui du Ministre de France, qui est nettement remis en cause. Vis-à-vis de la première, le rapport se montre très élogieux :

« Elle est l'une des plus belles figures françaises que l'on peut rencontrer à l'étranger. [...] Mademoiselle Roullier [*sic.*] est la plus belle propagandiste de la France, aimée et choyée de tous ceux qui la connaissent. [...] Lors de la capitulation elle s'est dressée contre Vichy. Quoiqu'elle soit restée en très bons termes avec Monsieur de Vaux de Saint Cyr, Ministre de France, alors représentant de Vichy, elle ne lui a jamais caché sa façon de penser. »

Le rapport souligne que Jeanne Roullier n'en a pas moins été accusée pour deux raisons : d'avoir touché de l'argent de Vichy d'une part, et accueilli des prisonniers français évadés en Suède, dont vraisemblablement certains vichystes à la fin de la guerre :

« Aurait reçu de l'argent de Vichy pour continuer de subsister. Or, cette somme a été demandée par M. De Vaux Saint Cyr lui-même, alors représentant de Vichy, mais n'est arrivée à Stockholm que sous les auspices de son successeur qui l'a remise à Mademoiselle Roullier [*sic.*], malgré sa position indépendante et opposée à l'égard de Vichy. [...] À l'heure actuelle, on lui refuse les subsides nécessaires à la vie de l'école pour ces deux raisons. C'est vouloir éteindre une œuvre éminemment française, par étroitesse d'esprit et c'est soulever l'indignation de toute la Suède, indignation qui s'aggrave chaque jour davantage et fait émettre les jugements les plus désavantageux sur les représentants français en Suède. Il est extrêmement urgent de mettre fin à une telle situation en renouvelant l'indemnité accordée jusqu'ici à cette école par la France. »

D'autres sources vont dans le même sens et disculpent la direction de l'École. Georges Rousseau, ex-directeur de l'Institut français de Stockholm, adresse ainsi une lettre amère à Georges Bidault le 19 septembre 1944 pour mener, « de toute urgence », une enquête sur la légation de France : « Tous les membres de l'actuelle Délégation Française de Stockholm sont vichystes d'origine et d'esprit. »

Dans cette lettre, qui est une lettre d'accusation visant ni plus ni moins qu'à l'épuration de la légation (« tous les membres de la Délégation Française de Stockholm [...] sont à éliminer »), il

s'en prend particulièrement à M. de Vaux Saint-Cyr, accusé « d'indignité nationale », et à André Robert, directeur de l'Institut français. De fait, Georges Rousseau dit avoir été destitué par M. de Vaux Saint-Cyr le 1^{er} juillet 1942. Il critique le ralliement tardif et opportuniste à Alger de la légation française en Suède : si cette légation rompt ses liens avec Vichy le 9 décembre 1942, elle ne se rallie à Alger qu'à la fin du mois de février 1943.¹⁸ Surtout, il présente l'École française de Stockholm comme la victime d'« accusations grotesques et sans fondement aucun » de la part non seulement de M. de Vaux Saint-Cyr, mais aussi d'André Robert, lequel s'est rendu « coupable de flirt très poussé avec les nazis ». ¹⁹ De fait, il semble qu'André Robert ait envisagé le rachat de l'École aux Sœurs de Chambéry pour la faire passer aux mains de l'Institut.

Quoi qu'il en soit des accusations respectives, ni M. de Vaux Saint-Cyr, ni Jeanne Roullier ne sont jamais véritablement inquiétés : tous deux continuent de faire l'objet, après la guerre, de la reconnaissance de l'État français, le premier en devenant ambassadeur de France à Athènes (1945–1951), la seconde en étant promue officier de la Légion d'Honneur le 6 novembre 1947 par le président Vincent Auriol. Les autorités françaises maintiennent donc après la guerre leur confiance à la *Franska Skolan*. En août 1946, un échange de correspondance entre Jean Marx et Sœur Françoise Blanc, Supérieure générale de la Congrégation des Sœurs de Saint-Joseph de Chambéry, témoigne des bons sentiments de l'État français vis-à-vis de l'École : « Je suis heureux de saisir cette occasion pour vous dire la haute estime que le Gouvernement Français a pour l'École Française de Stockholm créée par les Sœurs de Saint Joseph de Chambéry. »²⁰

La guerre n'a que peu d'effet sur les effectifs scolaires, tout au contraire : à la rentrée 1944, le nombre des élèves est « exceptionnellement élevé ». ²¹ En 1948, l'école reçoit pour la première fois une double subvention, communale et étatique, de la part de Stockholm et du gouvernement suédois dans un contexte où les finances de l'établissement sont aux abois.²² La contrepartie en est l'entrée au sein du conseil d'administration – dans lequel figurait déjà l'ancien secrétaire d'État à l'Éducation Nationale Börje Knös – de deux administrateurs suédois et la nomination d'un recteur suédois faisant office d'inspecteur.

Créé à titre expérimental en 1943, le Cours français gagne en succès d'année en année et va s'autonomiser jusqu'à devenir, une dizaine d'années plus tard, sous le nom de « Cours Saint-Louis », une institution à part entière, dotée dès les années 1950 d'une association de parents d'élèves.²³ Dans le courant de l'année 1945, une nouvelle directrice est nommée par Chambéry. Aucune Sœur n'ayant les diplômes nécessaires pour enseigner, il a fallu nommer pour la première fois une séculière, M^{me} Finas, qui reste en poste jusqu'à son mariage en 1950. Jeanne Roullier continue ses activités au sein de l'École, mais en tant que présidente du conseil d'administration. On observe donc une volonté, de la part de la congrégation, de renouveler le personnel enseignant et la direction de la *Franska Skolan*, qui a eu tour à tour maille à partir avec l'évêque bavarois de Stockholm comme avec une partie de la légation gaulliste de Stockholm. Il s'agit aussi, ce faisant, de redonner de la vigueur à une congrégation durement touchée en mars 1945 par le raid aérien britannique sur Copenhague, qui cause la mort de neuf religieuses enseignantes.²⁴

À son arrivée en 1945, M^{me} Finas bénéficie d'un climat intellectuel très favorable à la France :

« Le prestige de la France n'a jamais été aussi grand en Suède qu'aujourd'hui. Nombreux sont ceux qui regardent vers nous non seulement comme les représentants de la culture occidentale mais aussi comme l'une des pierres angulaires du monde qui est en train de s'élever et comme le champion des petites puissances. »²⁵

Ainsi l'université d'Uppsala célèbre-t-elle la libération de l'Université de Paris avec les membres de l'Alliance française d'Uppsala. Quelques mois plus tard, un universitaire, professeur de l'université de Lille, Jean Savard, plaide pour une politique culturelle française en Suède s'adressant aussi bien aux élites qu'à l'opinion publique du pays.²⁶ En janvier 1946, le nouveau Ministre de France, Jean Baelen (1945–1946), inaugure la Maison de France d'Uppsala.

Néanmoins, cet espoir des années 1944–1946 n'est que de courte durée. Les années 1946–1950 sont caractérisées par la crainte de la légation de France de voir adoptée une réforme scolaire contribuant à la diminution de l'enseignement de la langue française en Suède. De fait, la réforme est votée en 1950, faisant du français la troisième langue enseignée en classe de Terminale derrière l'anglais et l'allemand.²⁷ En réalité, les craintes de l'ambassade paraissent largement exagérées si l'on considère qu'une petite minorité seulement d'élèves suédois étaient concernés par cette réforme, autrement dit ceux qui fréquentaient le système scolaire

élitiste, parallèle à la *folkskola*, nommé *läroverket*. Il n'en reste pas moins que la réforme est vécue douloureusement par l'ambassade qui en fait un symbole et semble ouvrir pour elle une décennie marquée par une succession de défis. En 1957, le secrétaire général de l'Alliance française, Marc Blancpain, imagine un planisphère de la connaissance du français et range ainsi la Suède dans la catégorie du « gris moyen », celle aussi de la Finlande, de la Norvège et de l'Irlande : à tous égards, si la Suède est importante pour l'influence culturelle française à l'échelle scandinave, elle n'est, à l'échelle mondiale, qu'un pays périphérique (figure n°3).

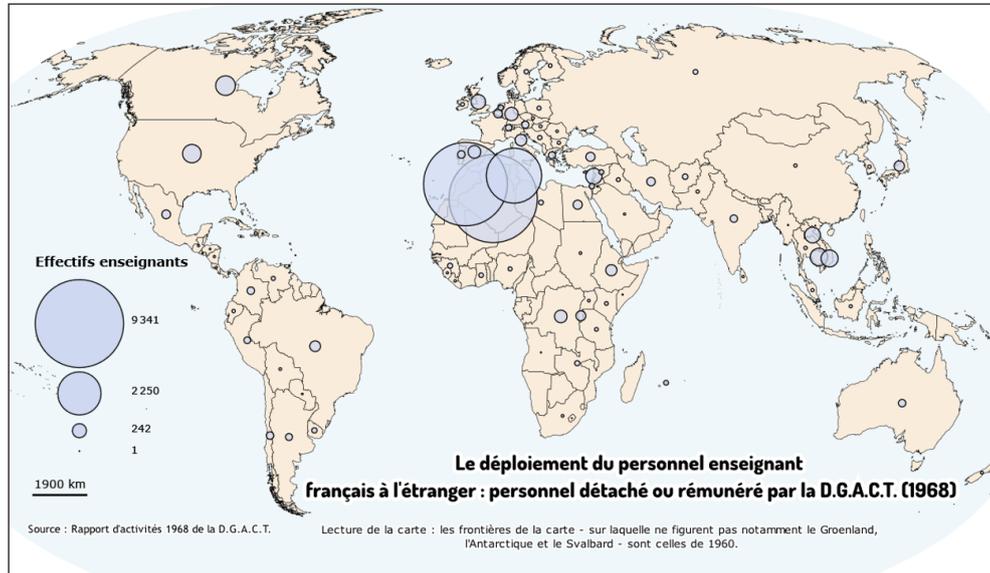


Figure n°3 La Suède, un pays très périphérique pour le déploiement du personnel français à l'étranger (1968) – Carte réalisée avec l'application Magrit (CNRS).

La *Franska Skolan*, qui a alors le statut de *privat högre läroverk*, traverse d'importantes difficultés financières en ces années 1950, malgré les subventions de la toute nouvelle Direction Générale des Relations Culturelles (D.G.R.C., figure n°4), qui passent de 15 000 à 35 000 couronnes entre 1950 et 1957.²⁸ Aussi la nouvelle directrice, qui est une Sœur de Saint-Joseph d'origine ardéchoise née à Tournon en 1912, Élisabeth Carrier (1950–1978), envoie-t-elle à la D.G.R.C. des demandes répétées d'aide financière dans le courant des années 1950 et 1960. Les ambassadeurs français – la légation de France en Suède est érigée en ambassade en 1947 et Gabriel Puaux est le premier à porter le titre d'ambassadeur (Cassel-Pihl, Fouace, 2011 : 112) & lui emboîtent toujours le pas, à l'instar de Gabriel Bonneau (1955–1958), qui envoie en ce sens plusieurs requêtes au Ministère des Affaires Étrangères, dans le but spécifique d'augmenter l'aide au Cours français. De fait, les frais de scolarité du Cours sont à l'époque très élevés et dissuasifs. À l'inverse, les traitements des enseignants sont trop faibles eu égard à ceux reçus par les enseignants des écoles suédoises. Enfin, le Cours pâtit de locaux exigus.

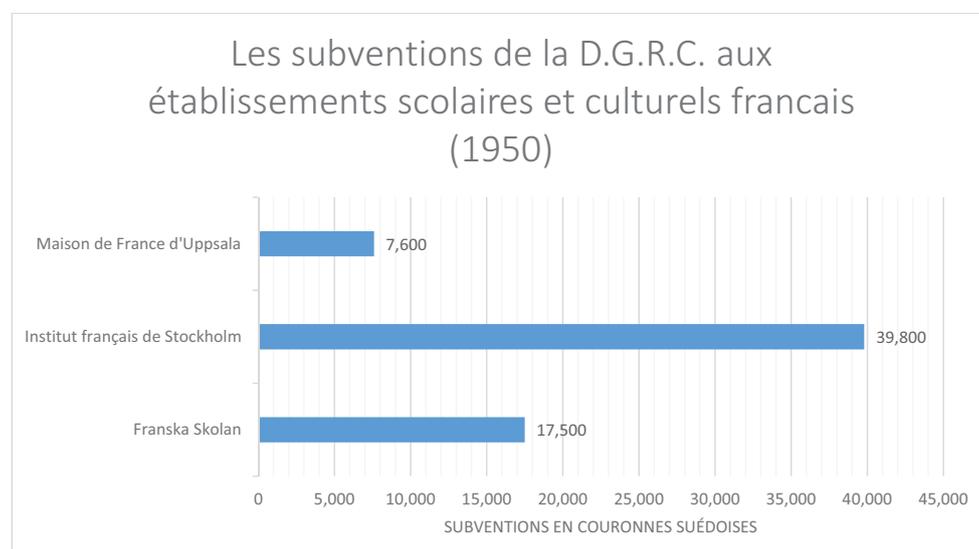


Figure n°4 Un Institut français davantage subventionné (1950) – Source : ADC ; 238
 QQ / 318

Pour la diplomatie française, l'augmentation de la subvention, avec pour fin la transformation du très modeste Cours français en un véritable établissement français, revêt aussi une dimension géopolitique importante, au lendemain de la crise de Suez (1956) : « L'implantation ici d'un établissement secondaire français compenserait, dans une bien faible mesure il est vrai, les positions culturelles que nous avons perdues momentanément en Égypte et en Syrie et que nous ne pourrions regagner rapidement. »²⁹

Plutôt que de créer de toute pièce un lycée français, solution jugée par trop coûteuse en termes notamment de locaux à construire, tout l'enjeu pour l'ambassadeur Gabriel Bonneau est alors de transformer le modeste Cours français de la *Franska Skolan* en un véritable lycée français conduisant, à terme, au baccalauréat :

« C'est l'existence de ce « Cours Français » et son développement récent qui nous offrent aujourd'hui la possibilité de créer à Stockholm un cours secondaire complet tout en n'engageant que des dépenses réduites puisqu'un embryon d'organisation existe, qu'un petit nombre de professeurs se trouve déjà sur place et, surtout, puisqu'il n'y aurait pas de locaux à construire, l'École Française offrant les siens. Pour mettre en œuvre ce projet il nous suffirait en effet d'augmenter le personnel enseignant du Cours français. »³⁰

Cette idée, reprise par le nouvel ambassadeur, M. de la Chauvinière (1958–1963), pour lequel la *Franska Skolan* est la « pierre angulaire de notre diffusion linguistique en Suède »,³¹ suscite néanmoins de nombreuses réticences de la part du Ministère des Affaires Étrangères qui estime que l'évaluation des coûts est trop optimiste de la part de l'ambassade et suggère le recours aux cours par correspondance.³²

Quoi qu'il en soit, les ambassadeurs n'ont cessé de formuler des demandes, cherchant dans un premier temps à redéfinir le statut de l'établissement, pour faire augmenter la subvention qu'il reçoit. En décembre 1961, l'ambassade de France relaie au Ministère de l'Éducation Nationale la demande de subvention de l'Association des parents d'élèves du Cours français, laquelle n'hésite pas à convoquer un argument de fierté nationale :

« À côté du Cours Français, il existe à Stockholm un autre établissement étranger ; l'école allemande subventionnée par le gouvernement de l'Allemagne Fédérale et qui offre à tous les enfants qui la fréquentent, outre des frais de scolarité très réduits, la gratuité des repas de midi, des livres et fournitures ainsi que des transports. »³³

Mais le Ministère ne subventionne qu'à hauteur de 10 000 francs le Cours français en 1962–1963 – en dépit des 100 000 francs demandés par l'Association. En 1963–1964, la somme est cependant doublée pour atteindre 20 000 francs. La situation financière du Cours n'en demeure pas moins fragile (figure n°5).

En avril 1967, Elisabeth Carrier, qui a surtout besoin d'argent pour des travaux immobiliers, envoie une requête pour le moins audacieuse à M^{me} de Gaulle. La présidence de la République la transmet à Jean Basdevant, Directeur Général des Affaires Culturelles et Techniques – nouvelle appellation de la D.G.R.C. Le 25 mai, Basdevant répond à M^{me} Carrier qu'il n'y est pas opposé, si et seulement si l'École se montre plus transparente sur sa pédagogie et ses finances. Mais en dépit de ces difficultés financières réelles, les années 1960 correspondent, pour la *Franska Skolan*, le Cours français Saint-Louis et l'action scolaire et culturelle française en Suède, au temps de l'expansion.

ANNÉES 1960 : LE TEMPS DE L'EXPANSION

Ainsi que le formule en 1967 dans son rapport de fin de mission l'ambassadeur français en Suède, Jacques de Blesson (1963–1967) : « On constate depuis quelques années un très vif regain d'intérêt pour notre langue. »³⁴

Les années 1962–1965 sont particulièrement décisives,³⁵ avec la création fin 1962 de l'Association pour le développement des échanges franco-suédois (A.D.E.F.S.) ; l'augmentation

LE BUDGET PRÉVISIONNEL DU COURS FRANÇAIS SAINT-LOUIS DE STOCKHOLM (1963-1964) : UNE SITUATION DÉFICITAIRE

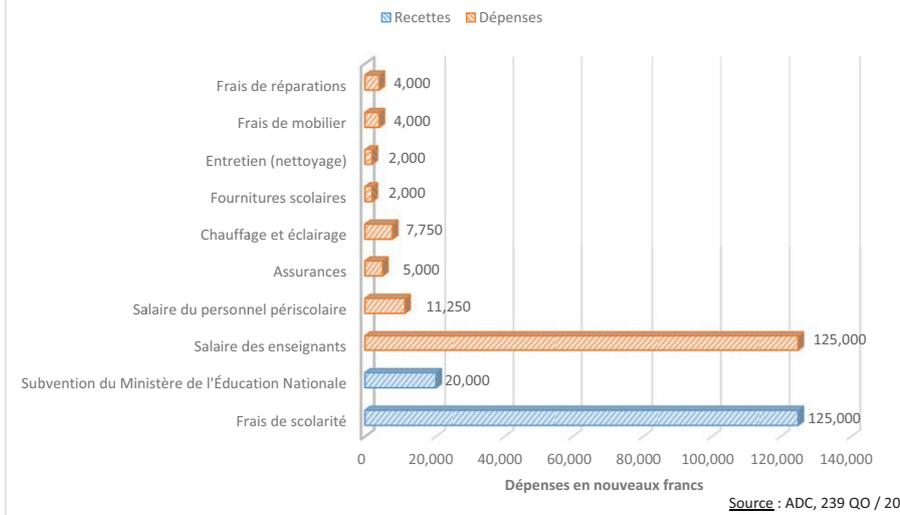


Figure n°5 Le Cours Saint-Louis, des finances aux abois dans les années 1960.

du nombre des étudiants de français dans les universités suédoises (figure n°6) ; du nombre de lecteurs français dans les universités (on en compte cinq en 1962,³⁶ et déjà huit en 1965³⁷) ; la célébration du centenaire de la *Franska Skolan* en présence de la reine en mai 1962 ;³⁸ le voyage d'État en France en janvier 1963 du *statsminister* Tage Erlander ; l'action du Comité suédois de défense du français présidé par Olof Brattö ; la fondation du Collège d'études françaises de Göteborg (1964) ; un fort volontarisme pour développer l'enseignement du français au sein des fédérations d'enseignement populaire (*Arbetarnas Bildningsförbund, Medborgarskolan*) ; la première subvention obtenue par le Cours français de la part du Ministère français de l'Éducation Nationale ;³⁹ enfin, la décision du roi de Suède, le 18 septembre 1964, d'assimiler les deux classes terminales du Cours français, pour une période d'essai d'un peu moins d'un an, à un *gymnasium*.⁴⁰

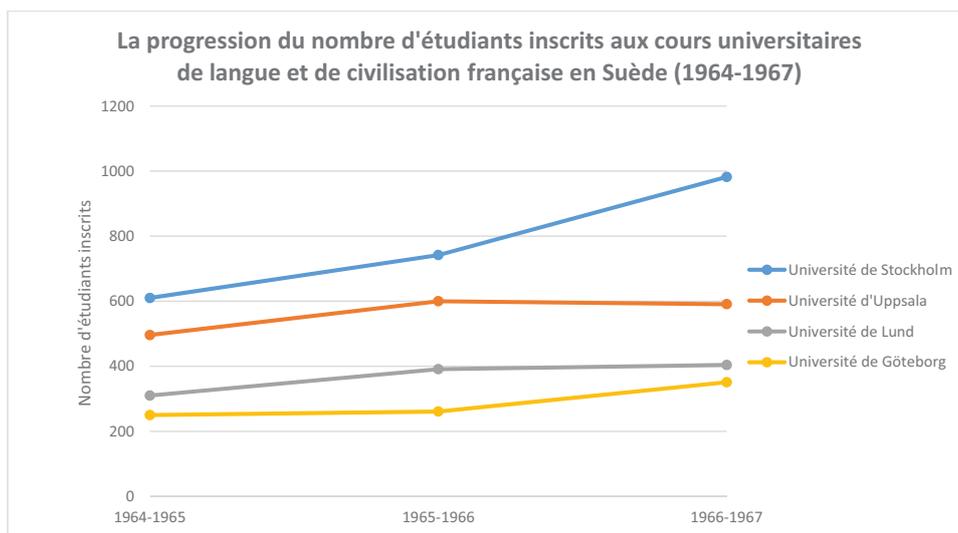


Figure n°6 L'essor du nombre de étudiants suivant des cours universitaires de français en Suède (1964-1967) – Source : Rapports d'activité 1965 et 1966 de l'Institut français ; ADC ; 239 QO / 195.⁴⁰

Pour la première fois, les autorités suédoises reconnaissent l'existence légale d'un établissement scolaire strictement étranger. Le 20 janvier 1965, une dépêche du ministre des Affaires Étrangères, Maurice Couve de Murville, destinée à l'ambassadeur de France en Suède, montre la satisfaction de la France devant le geste fait par la Suède. Le 14 mai 1965, le Cours français reçoit désormais une subvention, décidée par le roi en son Conseil. À partir de 1965, les élèves du Cours français bénéficient de la gratuité des repas, du matériel et des livres scolaires. En juin, les élèves peuvent pour la première fois passer le baccalauréat à Stockholm, au sein des locaux de l'Institut français même.⁴¹ Les résultats des élèves du Cours français, tant au Brevet qu'au

baccalauréat, se révèlent d'emblée excellents avec un total de 12 élèves présentés et reçus aux deux examens.

L'expansion est donc générale. Les effectifs scolaires de la *Franska Skolan* et du Cours Saint-Louis (figure n°7 et 8) ne cessent de croître, si bien qu'en 1964, la rentrée du Cours se fait dans un immeuble de la société Thule situé à Johannesplan.⁴² Cette population scolaire en hausse significative traduit aussi l'augmentation continue de la population de Français expatriés en Suède, dont le nombre est multiplié par plus de 5 – de 400 à 2 000 personnes – entre 1946 et 1956 (Cassel-Pihl, Fouace, 2011 : 110). Les effectifs enseignants progressent eux aussi inexorablement. Le catalogue scolaire du Cours français de Stockholm pour l'année

Figure n°7 La population scolaire de la *Franska Skolan* (1862–1967) – Sources éducatives et diplomatiques croisées

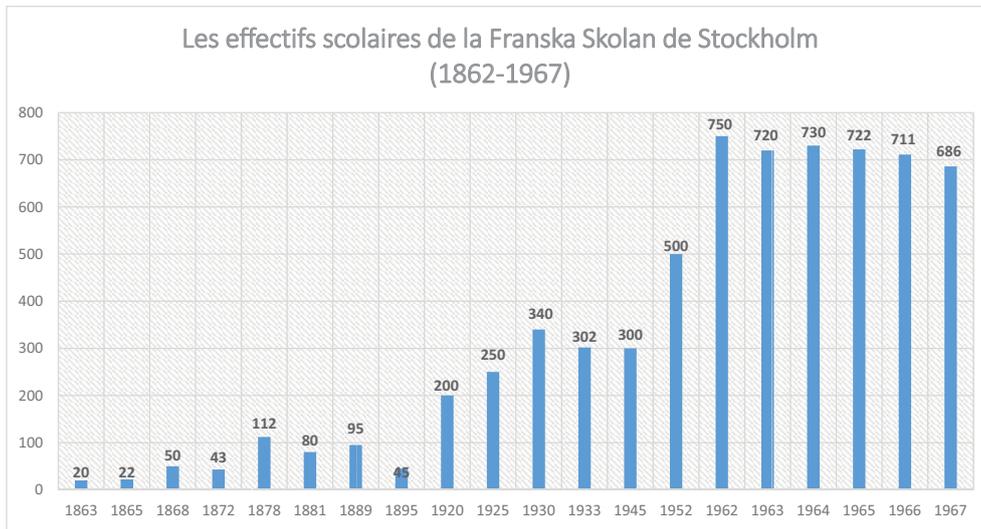
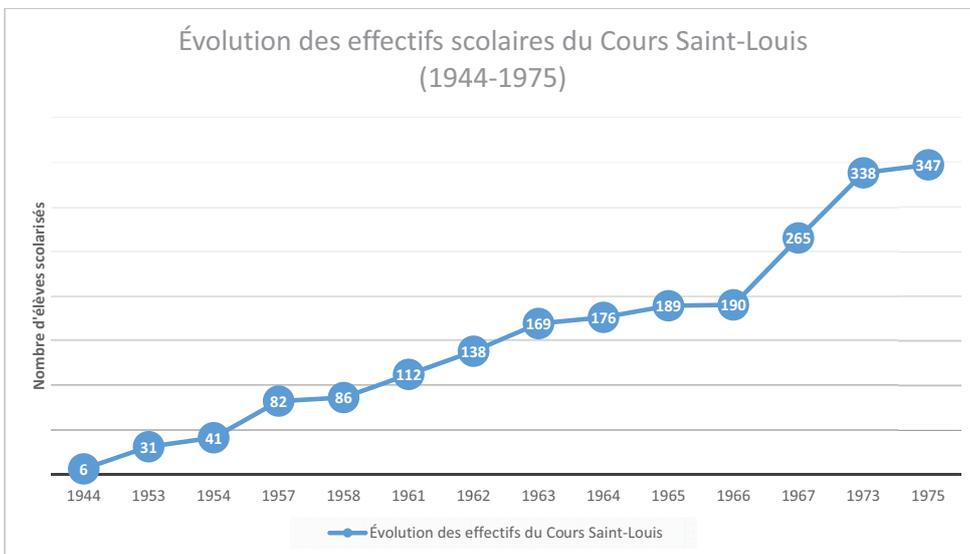


Figure n°8 La population scolaire du Cours français Saint-Louis (1944-1975) – Sources diplomatiques croisées



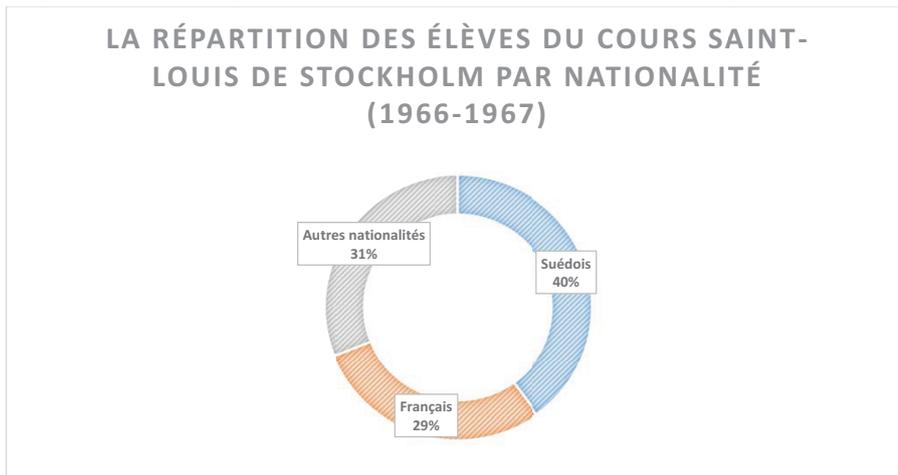
scolaire 1966–1967 nous apprend qu'il y avait à cette date 34 enseignants, dont 26 femmes.⁴³ L'enseignement, tant de la *Franska Skolan* que du Cours français Saint-Louis, est donc essentiellement porté par des femmes.

Comment comprendre l'accueil de toute évidence généreux fait par la Suède à la *Franska Skolan*, au Cours Saint-Louis et aux autres écoles nationales ? En 1958, l'ambassadeur de France, M. de la Chauvinière, saluait déjà le soutien constant apporté par la ville de Stockholm à l'École, dans lequel il voyait le témoignage éclatant de « l'amitié franco-suédoise ». ⁴⁴ La chaleur de cet accueil s'explique aussi par un véritable esprit européen qui semble souffler sur la Suède des années 1950 et 1960. En 1966, le ministre social-démocrate de l'Éducation nationale, Ragnar Edenman (1957–1967), estimait ainsi du plus haut intérêt pour la Suède d'avoir à Stockholm des écoles étrangères de ce type : le développement européen entraînait la nécessité d'écoles de ce genre et la Suède se devait de faire dans ce domaine des sacrifices.⁴⁵ Le 19 avril 1967 a lieu l'inauguration d'un nouveau bâtiment – Döbelngatan 11 – pour la *Franska Skolan*. Sous ce

rapport, les mots de l'allocution prononcée par Jacques de Blesson à la fin de la cérémonie sont éloquents : « Elle entretient, pour la formation intellectuelle de ses élèves, une culture française qui fait partie de l'héritage suédois mais qui appartient, en même temps, à l'Europe telle qu'elle se construit »⁴⁶.

En effet, le cosmopolitisme de la *Franska Skolan*, depuis ses origines jusqu'à nos jours, est frappant. Il en va de même du Cours (figure n°9). Ce cosmopolitisme a toujours retenu l'attention des journaux. Mais il dépasse les seules frontières de l'Europe. Le *Svenska Dagbladet* du 29 mars 1962, dans un article paru à l'occasion du centenaire de cette école, titre : « 25 nations sont représentées à la *Franska Skolan* ». En 1964, 31 nationalités différentes sont recensées ; 31 encore en 1965. On compte alors 189 élèves, dont 113 étrangers. Les quatre nationalités les plus représentées ces deux années-là sont les Français, les Suédois, les États-Uniens puis les Anglais.⁴⁷ Le cas de la classe de 2^{ème} du Cours Saint-Louis est spectaculaire. Dans cette classe,

Figure n°9 Le Cours Saint-Louis, un établissement cosmopolite (1966-1967) – Source : Catalogue scolaire 1966-1967 ; ADC ; 239 QO / 195



composée de 14 élèves (cinq garçons, neuf filles), nés entre 1949 et 1952, les élèves viennent de dix pays situés sur trois continents (Suède, Grande-Bretagne, Italie, France, Portugal, Israël, Tchécoslovaquie, Pologne, Équateur et États-Unis). Les classes sont mixtes – c'est une différence avec la *Franska Skolan* des années 1960 – et les effectifs très variables allant, en 1966–1967, de 4 à 22 élèves avec une moyenne de 14 élèves par classe.⁴⁸

CONCLUSION

Dans les années 1970, la situation économique reste mauvaise pour la *Franska Skolan*, du fait de plusieurs dettes contractées auprès de la commune de Stockholm. L'école obtient néanmoins l'annulation des dettes au prix d'un contrôle administratif plus étroit de la ville de Stockholm et de l'État suédois. Ces années sont aussi marquées par d'importantes mutations, dont l'instauration de la mixité scolaire au sein de la *Franska Skolan* en 1973. Jusqu'alors, il semble que le caractère privé de la *flickskola* de la Döbelnsgatan lui avait permis de s'affranchir de cette mixité, constituant en ce sens une exception dans le paysage scolaire suédois. Surtout, quelques années plus tard, en 1978, les Sœurs de Saint-Joseph quittent définitivement la direction de la *Franska Skolan* pour la laisser à la fondation (*stiftelsen*) *Franska Skolan*.

Aujourd'hui, la *Franska Skolan* a plus de 160 ans. Elle a le statut de *friskola*. Quant au Cours français Saint-Louis, il s'est installé en périphérie occidentale de Stockholm, sur l'île de Stora Essingen en 1975 et a pris, en 1980, le nom de « Lycée Français Saint-Louis ». Fréquenté par plus de 700 élèves, établissement homologué par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), il est l'un des nombreux territoires de l'archipel scolaire français.

Ainsi la *Franska Skolan* et le Lycée français Saint-Louis, qui en est issu, ont-ils été constamment le produit même de leur temps. Il n'est aucun écho qui, proche ou lointain, ne parvienne en Suède et ne pénètre l'une ou l'autre de ces institutions, depuis les soubresauts de la guerre franco-prussienne jusqu'aux mœurs nouvelles des années 1960–1970, en passant par les deux conflits mondiaux, les rivalités franco-allemandes de l'entre-deux-guerres et la construction

européenne. Ce que nous enseigne en définitive l'histoire de ces deux établissements scolaires, c'est que l'action scolaire française à l'étranger, du reste inséparable de l'action culturelle en général, témoigne toujours de dynamiques géopolitiques complexes, nécessitant une lecture à plusieurs échelles.

NOTES

- 1 Désigné dans les notes suivantes comme « ADC ». La liste des dix cartons d'archives utilisés pour cette étude se trouve à la fin du présent article.
- 2 *Province norvégio-suédoise*, S:t Josef-systrarnas arkiv, B1/1/2, Riksarkivet, Stockholm, s. d., s. a., p. 22. Si ce document de 30 pages, écrit en français, n'a ni date ni auteur, tout indique cependant qu'il a été produit vers 1870 par des Sœurs de l'Ordre de Saint-Joseph de Chambéry.
- 3 *Province norvégio-suédoise*, *ibid.*, p. 4. Le mot de l'abbé Voisin est aussi rapporté par Jeanne Roullier dans son manuscrit retraçant l'histoire de la *Franska Skolan* entre 1862 et 1957.
- 4 Réponse de l'ambassade de France en Suède à une enquête sur les statuts et activités des établissements culturels français à l'étranger, 14 décembre 1965, ADC, 239 QO / 29.
- 5 Les sources indiquent cependant que l'école, durant les toutes premières années de son existence, a suivi les plans d'études français, mais que cette formule ne rencontrant pas le succès escompté, faute d'un public suffisamment large, elle fut abandonnée.
- 6 En 1953, ce Vicariat fut érigé en diocèse par le pape Pie XII.
- 7 Fonds « Suède », Archives du Service des Œuvres françaises à l'étranger, ADC, 417 QO / 33.
- 8 Le diplôme ainsi que tous les documents relatifs aux décorations reçues par Jeanne Roullier et celle qui lui succède, Élisabeth Carrier, sont conservés à Stockholm dans le fonds suivant : S:t Josef-systrarnas arkiv, K1:2.
- 9 Yvonne Maria Werner a mis en évidence dans un article combien les discours médiatiques et politiques suédois de l'entre-deux-guerres reflètent les peurs d'une propagation de la foi catholique en Suède 2010 : 25-48). Elle décrit une campagne de presse haineuse contre l'évêque, passant par exemple par la caricature de l'évêque en dragon auquel s'attaque un Arthur Engberg dépeint en nouveau saint Georges.
- 10 Arthur Engberg évoque dans une lettre au Ministre français des Affaires Étrangères « l'évêque hitlérien » Müller. Lettre citée dans Werner (2002 : 158).
- 11 Jeanne Roullier a tenu à ce que cette histoire fût connue. Un fonds des archives royales de Stockholm – S:t Josefsystrarnas arkiv, Tryck och pressklipp, SE/RA/730633/Ö1 – sur la *Franska Skolan* conserve ainsi des dizaines de coupures de presse françaises et suédoises (*Le Temps*, *Le Savoyard*, *Svenska Dagbladet*, *Aftonbladet*, etc.), qui documentent précisément les différentes étapes et acteurs du conflit entre 1933 et 1934.
- 12 C'est en tout cas l'avis de l'ambassadeur de France en Suède, Jean Baelen : Lettre à Georges Bidault, 14 mai 1947, ADC, 238 QO / 87.
- 13 Lettre de M. Gravier, maître de conférences à la Faculté des Lettres de Nancy au Comité universitaire France-Étranger, s. d., ADC, 238 QO / 87.
- 14 ADC, 238 QO / 89.
- 15 Dans le vocabulaire des Français de l'étranger, on appelle traditionnellement « colonie » l'ensemble des ressortissants français installés dans un pays donné.
- 16 Note manuscrite sur la position de la France devant l'opinion suédoise, 29 avril 1945, ADC, 238 QO / 87.
- 17 ADC, 238 QO / 89.
- 18 En revanche, dès juillet 1942, M. de Vaux Saint-Cyr se préoccupe du sort des Juifs en Estonie et en avertit Pierre Laval : lettre citée dans Nicolas Weill, « Été 1942 : de multiples rapports dénoncent l'extermination des Juifs », *Le Monde*, 18 décembre 1997.
- 19 Note de Jean Marx à M. Laugier, 19 avril 1945, ADC, 238 QO / 87.
- 20 ADC, 238 QO / 89.
- 21 Rapport sur les activités françaises en Suède au cours du troisième trimestre 1944, s. a., ADC, 238 QO / 87.
- 22 Voir la lettre d'Alexandre Negre, chargé d'affaires de France en Suède, au Ministre des Affaires Étrangères Robert Schuman, ADC, 238 QO / 318.
- 23 Plusieurs documents datent la fondation officielle – et non plus expérimentale – du Cours français à l'année 1950.
- 24 Lettre de la Supérieure du Grand Séminaire de Chambéry au directeur de la Direction Générale des Relations Culturelles, 17 avril 1945, ADC, 238 QO / 89.
- 25 Lettre de M. de Vaux Saint-Cyr, Délégué du Gouvernement provisoire de la République française à Stockholm, au ministre français des Affaires Étrangères, 2 octobre 1944, ADC, 238 QO / 87.
- 26 Lettre de Jean Savard au Directeur du Service des Œuvres françaises à l'étranger (SOFE), 12 octobre 1944, ADC, 238 QO / 87.
- 27 La *Franska Skolan* aurait dû suivre cette réforme. Mais elle bénéficiait ici de la tolérance des autorités municipales stockholmoises, si bien que les français y était la première langue enseignée, devant l'anglais.
- 28 Télégramme de la D.G.R.C. à l'ambassade de France, 11 janvier 1950 ; Lettre de Gabriel Bonneau, ambassadeur de France à Stockholm, au Ministre des Affaires Étrangères Christian Pineau, 2 mars 1957), ADC, 238 QO / 318.

29 Lettre de Gabriel Bonneau, ambassadeur de France à Stockholm, au Ministre des Affaires Étrangères Christian Pineau, 2 mars 1957, ADC, 238 QO / 318, p. 7.

30 *Ibid.*, p. 2.

31 Lettre de l'ambassade de France en Suède au ministre de l'Éducation Nationale, 13 décembre 1961, ADC, 239 QO / 20.

32 Lettre du Ministre des Affaires Étrangères à l'Ambassade de France en Suède, 23 janvier 1960, ADC, 238 QO / 318.

33 Demande de subvention transmise à l'ambassade de France en Suède de la part de l'Association des Parents d'élèves du Cours français, 4 décembre 1961, ADC, 239 QO / 20.

34 ADC, 239 QO / 193. Le général André Puget lui succède (1967–1970).

35 Les notes annuelles produites par la D.G.A.C.T. sur les relations culturelles franco-suédoises sont significatives de ce point de vue : le retournement de situation paraît s'opérer en 1963. Il résulte surtout de la prise de conscience des fragilités du français. À partir de la réforme scolaire de 1962, les élèves suédois ont en effet la possibilité vers 13 ans, en septième année du tronc commun, de commencer l'apprentissage soit de l'allemand, soit du français. Or, le choix des élèves suédois se porte dans les premiers mois de l'année 1962 à moins de 3% sur le français. C'est donc en réaction à cette défaveur exceptionnelle du français que les services culturels de l'ambassade de France en Suède se mobilisent, au moyen d'un plan d'action et d'une intense campagne d'information que détaille M. de la Chauvinière dans sa dépêche du 28 décembre 1962 : ADC, 239 QO / 194.

36 Rapport d'activité 1962 de la D.G.A.C.T., La Documentation française, 1963, ADC, 236 QO / 22, p. 83.

37 Rapport d'activité 1965 de la D.G.A.C.T., La Documentation française, 1966, ADC, 236 QO / 22, p. 160.

38 Notons que les trois petites-filles du couple royal, les « Hagasessorna » Birgitta, Désirée et Christina, ont toutes été scolarisées à la *Franska Skolan*. Indiquons aussi pour compléter ce tableau de l'année 1962 et changer d'échelle que l'École française d'Oslo voit le jour en mars 1962 et s'installe dans les locaux de l'école St. Sanniva tenue par les Sœurs de Saint-Joseph. La fondation de cette école nous est notamment documentée par le fonds suivant : ADC, 239 QO / 20.

39 Réponse de l'ambassade de France en Suède à une enquête sur les statuts et activités des établissements culturels français à l'étranger, 14 décembre 1965, ADC, 239 QO / 29.

40 On peut toutefois se demander s'il n'y a pas une exagération dans les statistiques produites par l'Institut français, au vu du nombre impressionnant – comme à Stockholm – des étudiants.

41 Il était déjà possible depuis plusieurs années pour les élèves du Cours français de passer le B.E.P.C., via l'Institut français. La *Franska Skolan* prépare quant à elle depuis l'année scolaire 1957–1958 au *studentexamen*, examen qui connaît justement une explosion de candidats présentés à partir des années 1950. Les sujets du B.E.P.C. étaient préparés par le rectorat de Strasbourg, duquel ressortait le Cours français Saint-Louis de Stockholm.

42 Riksarkivet (Stockholm : site de Marieberg), S:t Josefsystrarnas arkiv, Handlingar rörande Stiftelsen Cours/Lycée Saint-Louis SE/RA/730633/F 8/1.

43 Catalogue scolaire 1966–1967 du Cours Français, ADC, 239 QO / 195.

44 Discours prononcé par M. de la Chauvinière, ambassadeur de France, lors de la distribution des prix de l'École Française de Stockholm, 12 juin 1958, 238 QO / 318.

45 S:t Josefsystrarnas arkiv, Handlingar rörande Stiftelsen Cours/Lycée Saint-Louis SE/RA/730633/F 8/1.

46 Dépêche n°235/RC de l'ambassadeur Jacques de Blesson au ministre des Affaires Étrangères, ADC, 239 QO / 195.

47 S:t Josefsystrarnas arkiv, Handlingar rörande Stiftelsen Cours/Lycée Saint-Louis SE/RA/730633/F 8/1.

48 Catalogue scolaire du Cours Français, *op.cit.*

DÉCLARATION DE CONFLITS D'INTÉRÊTS

L'auteur n'a aucun intérêt concurrentiel à déclarer. Cet article a été proposé à la *Revue Nordique des Études Francophones* après le V^e congrès de l'Association pour les Études Nordiques (APEN), qui s'est tenu à Lausanne les 5–7 juin 2023.

AUTHOR AFFILIATIONS

Antoine Vermauw  orcid.org/0009-0009-2242-0974

Université de Lyon, laboratoire ECP (Éducation, Cultures, Politiques), FR

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES PRIMAIRES UTILISÉES

Archives diplomatiques de La Courneuve (ADC)

Fonds d'archives de la Direction Générale des Relations Culturelles (1941–1969) : la langue française dans le monde (1957–1961), 239 QO / 1.

Fonds d'archives de la Direction Générale des Relations Culturelles (1941–1969) : politique éducative de la France dans le monde, 239 QO / 3.

Fonds d'archives du Service des Œuvres françaises à l'étranger (1912–1940) : Suède (1923–1932), 417 QO / 33.

Fonds d'archives de la Direction Générale des Relations Culturelles (1944–1961) : Suède, 238 QO / 87 ; 238 QO / 89 ; 238 QO / 318.

Fonds d'archives de la Direction Générale des Relations Culturelles (1941–1969) : Suède, 239 QO / 20 ; 239 QO / 193 ; 239 QO / 194 ; 239 QO / 195.

Archives royales de Suède (Riksarkivet) : S:t Josefsstrarnas arkiv

Caroline Julienne Goddard, *Utkast till historik över Franska Skolan, 1862–1950*, S:t Josef-sstrarnas arkiv, B1/1/3, s. d. Ce document manuscrit, écrit par la Sœur Caroline Julienne Goddard, se veut le document préparatoire de l'*Historik över Franska Skolan*. La date de sa composition n'est pas connue.

Jeanne Roullier, *Historik över Franska Skolan*, SE/RA/730633/B1, 19 mars 1957.

Handlingar rörande Stiftelsen Cours/Lycée Saint-Louis, SE/RA/730633/F 8/1-4.

Fotografier, teckningar, SE/RA/730633/K1.

Tryck och pressklipp, SE/RA/730633/Ö1.

SOURCES SECONDAIRES : ARTICLES, THÈSES ET OUVRAGES

Balou, S. (1970). *L'action culturelle de la France dans le monde*. Paris : Presses universitaires de France.

Battail, M., & Battail, J.-F. (1993). *Une amitié millénaire : les relations entre la France et la Suède à travers les âges*. Paris : Beauchesne.

Beltzén, N., & Beltzén L. (1973). *Arthur Engberg : publicist och politiker*. Stockholm : Prisma.

Bigart, J. (1911). Alliance israélite universelle. In : Buisson, F. (dir.), *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, édition en ligne sur le site de l'Institut français de l'éducation (IFE).

Blancpain, M. (1967). *Les Lumières de la France, le français dans le monde*. Paris : Calmann-Lévy.

Cassel-Pihl, E., & Fouace, J. (2011). *L'hôtel Broms, résidence de France à Stockholm*. Paris : Éditions internationales du Patrimoine.

Chaubet, F. (2013). Rôle et enjeux de l'influence culturelle dans les relations internationales. *Revue internationale et stratégique*. 89–1. DOI: <https://doi.org/10.3917/ris.089.0093>

Chaubet, F., & Martin, L. (2011). *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*. Paris : Armand Colin. DOI: <https://doi.org/10.3917/arco.chaub.2011.01>

Dulphy, A. (2003). Enseignement français et francophonie dans les pays du nord de la Méditerranée pendant la IV^e République. *Relations internationales*. 115. 349–363. DOI: <https://doi.org/10.3917/ri.115.0349>

Dulphy, A., Frank, R., Matard-Bonucci, M.-A., Ory, P., Moine, C., & Fléchet, A. (2010). *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle : de la diplomatie culturelle à l'acculturation*. Bruxelles : Peter Lang. DOI: <https://doi.org/10.3726/978-3-0352-6231-5>

Faramond, G. de. (2007). Svea & Marianne : *Les relations franco-suédoises, une fascination réciproque*. Paris : Michel de Maule.

Jarnhammar, L. (2002). *Liberté, égalité, fraternité : Franska skolan*. Stockholm : Franska skolan.

Richardson, G. (2010). *Svensk utbildningshistoria : skola och samhälle förr och nu*. Lund : Studentlitteratur. [1^{ère} éd. 1977].

Salon, A. (1981). *L'action culturelle de la France dans le monde* [Thèse d'État]. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Vaïsse, M. (2006). Les documents diplomatiques français : outil pour la recherche ?. *La revue pour l'histoire du CNRS*, 14, 1–11. DOI: <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.1836>

Vaïsse, M. (2013). *La grandeur : Politique étrangère du général de Gaulle*. Paris : CNRS.

Werner, Y. (1996). *Världsvid men främmande : den katolska kyrkan i Sverige 1873–1929*. Uppsala : Katolska bokförlaget.

Werner, Y. (2002). *Kvinnlig motkultur och katolsk mission : Sankt Josefsstrarna i Danmark och Sverige (1856–1936)*. Lund : Veritas.

Werner, Y. M. (2010). *Himmelskt fångelse eller andligt vilorum: svenska perspektiv på klosterliv. Vårstingkristna i drevet*. Skellefteå : Artos & Norma.

TO CITE THIS ARTICLE:

Vermauw, A. (2023). De la Franska Skolan au Lycée français Saint-Louis : un siècle de présence scolaire et culturelle française en Suède (années 1860–1960). *Nordic Journal of Francophone Studies/Revue nordique des études francophones*, 6(1), pp. 72–90. DOI: <https://doi.org/10.16993/rnef.110>

Submitted: 28 August 2023

Accepted: 20 October 2023

Published: 01 November 2023

COPYRIGHT:

© 2023 The Author(s). This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC-BY 4.0), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited. See <http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>.

Nordic Journal of Francophone Studies/Revue nordique des études francophones is a peer-reviewed open access journal published by Stockholm University Press.

